

Un modèle de déstabilisation

Bernard Dreano

A Vukovar, l'Europe vit un mauvais cauchemar où se mêlent l'écho du coup de feu qui, en 1914 à Sarajevo, mit le feu à la planète et le sentiment que l'affrontement serbo-croate actuel n'est que le prélude à un avenir beaucoup plus catastrophique.

Pendant ce temps là, dans un autre point chaud de la région, à quelques encablures des côtes dalmates, on parle timidement de paix. Un espoir à peine esquissé par une poignée de main israélo-palestinienne à Madrid. Une apparence de calme à Beyrouth.

Beyrouth justement, concentré vivant de la Méditerranée orientale, ravagé par une guerre civile qui fait presque aujourd'hui figure de prototype. Ne parle-t-on pas de "libanisation" des républiques et provinces yougoslaves?

La guerre serbo-croate risque de durer. Donc de s'étendre très loin, si l'on considère que plusieurs mèches fusent déjà dans la poudrière balkanique.

La déstabilisation de la Bosnie-Herzégovine est la plus menaçante. Là vivent ensemble Serbes (33% de la population) et Croates (18%) aux côtés de ces "ni serbes, ni croates" mais parlant la même langue que sont les musulmans bosniaques (40%). L'armée fédérale considère ce territoire comme essentiel pour ses déplacements et les ultras de Belgrade l'incluent dans leur "grande Serbie" tout comme ceux de Zagreb dans leur "grande Croatie". Les dirigeants musulmans s'inquiètent du sort réservé par les autorités serbes à leurs

coreligionnaires slaves du Sandjak et albanais du Kosovo et cherchent des appuis extérieurs... que les Turcs pourraient apporter (c'est du moins la crainte des nationalistes serbes).

La déstabilisation de la Macédoine est tout aussi préoccupante. Sa proclamation de souveraineté inquiète la minorité albanaise (20%). Les voisins bulgares qui considèrent les Macédoniens comme historiquement liés à leur culture ne resteraient pas indifférents à une main-mise serbo-fédérale sur cette république. Ce qui préoccupe les voisins grecs qui se souviennent des guerres du début du siècle sur leur propre territoire macédonien et en Thrace mettant aux prises Bulgares, Turcs, Macédoniens et Grecs...

Le problème de la Voïvoïdine est moins souvent évoqué. Les importantes minorités croate (7% de la population) et surtout hongroise (22%) sont regardées avec suspicion par les ultras "grands Serbes". Or un phénomène de repli sur la Hongrie de tout ou partie de cette population serait immédiatement perçu comme un encouragement pour les chauvinistes roumains voisins, de "Romania Mare" et de "vatra romanesca" qui rêvent de "débarrasser" leur territoire des 2,5 millions de Hongrois qui y vivent.

Aucun de ces conflits latents n'a dégénéré jusqu'à présent comme l'affrontement serbo-croate de Slavonie et de Dalmatie. Mais il est bien évident qu'une crise prolongée risque de chauffer à blanc toutes les contradictions, déstabilisant tous les gouvernements de la Tchécoslovaquie à la Grèce... scénario catastrophe où l'affrontement inter-communautaire devient la règle, avec plus ou moins de violence dans une zone immense, la résurgence des problèmes mal réglés lors de l'affrontement des empires ottoman et austro-hongrois se combinant avec les problèmes créés par l'effondrement de l'empire soviétique. L'Ukraine et ses confins de Moldavie et de Crimée sont déjà agités de soubresauts, le Caucase déjà ensanglanté par les guerres arméno-azérie et georgo-ossette, le Kurdistan turc, iranien et irakien toujours sous pression, Chypre en cessez-le-feu prolongé... Bref, une situation qui soudain "relativise" le principal foyer de tension régional (même si en termes d'investissement psychologique et militaire, il demeure central), le drame israélo-arabe.

La Méditerranée est un lieu d'incendie. Mais les pompiers internationaux, singulièrement les pompiers d'Europe occidentale, paraissent bien démunis pour traiter les feux déclarés ou potentiels. Il est vrai que cela demande un énorme effort psychologique et politique.

La Yougoslavie était établie sur la tranche du monde

Les années de guerre froide n'ont préparé ni les gouvernements, ni

les opinions en Occident, à faire face à la nouvelle situation.

Ce binôme de la guerre froide gelait la situation en Europe. A l'Ouest cependant, l'intégration économique et la prospérité permettait, sinon de totalement résoudre, du moins de relativiser et de marginaliser les tensions antérieures (en dehors de quelques cas particuliers comme l'Irlande du Nord mais qui correspondent plus au schéma Nord-Sud). A l'Est, par contre, le paysage initial, à peine dessiné en 1918, profondément bouleversé par la Deuxième Guerre mondiale, n'était stable qu'en apparence. La "pax sovietica" apportait une solution fictive aux problèmes antérieurs, laissant les souvenirs mal assumés exercer leur influence profonde dans les sociétés.

C'était particulièrement vrai dans les Balkans. Les fragiles monarchies de l'avant-guerre y avaient laissé la place à des régimes communistes qui se devaient d'avoir une légitimité nationale, d'une manière très différente des formes de légitimation des communistes d'Europe centrale (Allemagne, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie). Les partisans avaient pris le pouvoir à Belgrade et à Tirana — et failli le faire à Athènes — et devaient, chacun à sa manière, rompre avec Moscou (et les uns avec les autres). La Bulgarie de Georges Dimitrov pouvait s'appuyer sur la russophilie culturelle du peuple, tandis que le groupuscule communiste parvenu au pouvoir à Bucarest par les hasards de l'histoire se devait de manifester son indépendance... jusqu'au néofascisme de Ceausescu.

Pendant ce temps là, plus au sud et particulièrement en Méditerranée orientale, les guerres n'avaient rien d'imaginaire. Mais la "polarisation" Est-Ouest orientait les conflits, les détournait de leur signification endogène (guerre de libération nationale et/ou confrontation interne). Que l'on pense, par exemple, à la logique d'alliance des guerres israélo-arabes de 1967 et de 1973.

Or la Yougoslavie était établie sur la tranche du monde. Et Tito l'y maintenait comme une condition, non seulement de son indépendance externe, mais aussi de son intégrité interne : de plus en plus ancrée à l'Ouest sur le plan économique, mais organisée selon un modèle (adapté) de l'Est, et cherchant à travers le non-alignement ses alliés du Sud.

Renvoyés à leurs "douars d'origine"

La "dépoliarisation" de la fin des années 80 va déstabiliser la fédération yougoslave, d'autant plus que le pays est frappé par une grave crise économique et qu'après la mort de Tito le système autoritaire-paternaliste en vigueur s'effiloche et laisse resurgir le passé

refoulé.

La guerre du Golfe et le processus de paix entamé à Madrid semblent avoir fait des Etats-Unis les maîtres d'oeuvre du nouvel ordre mondial en Méditerranée orientale. Mais la crise yougoslave pose des problèmes inédits aussi bien aux Etats-Unis qu'à l'Europe : comment dénouer l'écheveau sans s'impliquer, tout en empêchant les choses de dégénérer?

Or la mécanique de la crise yougoslave dévoile une nouvelle forme de polarisation qui concerne au premier chef les Occidentaux : "la ruée vers l'Ouest". Il ne s'agit pas seulement des vagues d'immigrés et de réfugiés qui, si les choses continuent à ce rythme, vont finir par rassembler les foules évoquées ici ou là. Il s'agit aussi de la volonté de nations entières de s'arracher à leur milieu environnant pour être sûres de participer à cette "Europe du bien-être" et d'échapper à la misère du tiers monde extérieur.

La logique d'exclusion du libéralisme sauvage qui domine la pensée politique de cette fin de XXème siècle donne, il est vrai, quelque crédit à cette logique de fuite. Les Slovènes n'ont jamais caché leur désir de se débarrasser des "miséreux du Sud" (Serbes et autres) pour "rejoindre" l'Europe (les Baltes vis à vis des Russes, les Tchèques vis à vis des Slovaques, tiennent le même raisonnement).

Mais aujourd'hui, la Slovénie souveraine éprouve quelques difficultés économiques : l'énorme majorité de son commerce se faisait avec les partenaires de la fédération. Le passage du statut de république la plus riche de Yougoslavie à celui de banlieue excentrée de la CEE n'est pas sans risques. Les nationalistes croates quant à eux, parlent de "civilisation européenne" (catholique) par opposition à la "barbarie orientale" des Serbes (orthodoxes).

Bons Européens contre "mauvais pauvres" ? Le regretté Hamadi Essid n'avait pas tort de constater que l'Europe renvoyait "à leurs douars d'origine" les malheureux réfugiés albanais¹.

Mais l'Europe ne pourra gérer longtemps ses relations avec sa périphérie balkanique ou arabe aussi mal — ou pire encore — que ses villes ne gèrent leurs relations avec leurs banlieues déshéritées. Cette gestion suppose dans un cas comme dans l'autre, le refus de l'exclusion, la construction de rapports démocratiques et respectueux. C'est seulement armés d'un tel discours que toute mission d'interposition aurait un sens en Yougoslavie.

Du point de vue du sens donné au mot démocratie, la polémique qui a fait rage en Macédoine à la fin de l'année 1989 est extrêmement significative. Il s'agit de la nouvelle constitution "souveraine". D'un côté les réformistes du Parti de la transformation démocratique, des groupe libéraux et nationalistes modérés, de l'autre le VMRO (le Parti démocratique pour l'unité nationale) et divers groupes activistes se

référant volontiers au "Comitadjis", les nationalistes terroristes macédoniens du début du siècle. Les premiers veulent une République qui soit "l'Etat des citoyens qui y vivent", rejetée violemment par les seconds pour qui "l'Etat ne peut être que celui du peuple macédonien".

D'évidence, ce conflit, encore verbal, pose une question fondamentale qui est au cœur de la crise yougoslave, de la crise de l'Europe de l'Est... et même, dans une certaine mesure, d'Europe de l'Ouest quand on se souvient des discussions sur "le droit du sol" et "le droit du sang".

Aujourd'hui, l'état de guerre reste le principal obstacle à une avancée de la démocratie, ce qui veut dire que dès qu'une solution de paix, même provisoire, sera trouvée, le débat démocratique se réouvrira et les courants ultra-nationalistes seront en difficulté.

La CEE sans projet

Chacun des grands Etats de la CEE voit les choses à sa manière. L'Allemagne qui aide déjà la Slovénie à payer ses dettes, met ses espoirs dans une Croatie forte qui, une fois indépendante, sera satellisée à la suite de la Slovénie par la zone économique Allemagne-Autriche, laissant la Serbie pauvre aux prises avec la Macédoine. La France en revanche, préférerait le maintien d'une grande Yougoslavie comme contrepoids à la zone Mark, y compris une Yougoslavie sous autorité serbe, sans oublier que ni la France, ni l'Espagne ne voient d'un très bon oeil l'indépendance des petites nations comme la Croatie qui pourrait servir de précédent pour les Corses ou les Basques...

Aucun des grands Etats de la CEE ne propose de référendum d'autodétermination pour les minorités et sous-minorités yougoslaves. Des référendums seraient pourtant la seule façon de savoir quel pouvoir national est légitime dans chacune des régions de la Yougoslavie. En même temps, une table ronde réunirait tous les acteurs pour répartir les compétences et établir les règles de coopération.

Cette autodétermination peut être la voie de la paix si, en même temps, on met sur pied un cadre politique pan-européen qui garantisse les droits de chaque communauté. Ce cadre ne peut-être que la CSCE.

Bernard Dreano est responsable du Comité français de l'Assemblée européenne des citoyens.

Note :

1 Hamadi Essid : "Les Confluences des années 1990", Confluences-Méditerranée, N°1, automne 1991

